

**RAPPORT D'INSTRUCTION DES CANDIDATURES**

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET A DESTINATION DES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INGENIERIE  
FINANCIERE POUR L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER COMPLEMENTAIRE DES JEUNES  
AGRICULTEURS**

DISPOSITIF : PRET D'HONNEUR

NOM DU CANDIDAT : CORSE ACTIVE POUR L'INITIATIVE, association loi 1901, déclarée au Journal officiel du 5 décembre 1998

Ci-après dénommée « CAPI », à moins qu'elle ne soit nommément désignée

ADRESSE : Parc Technologique de Bastia, 20600 BASTIA

REPRESENTANT LEGAL : Madame ANTHONIOZ-GAGGINI Isabelle agissant en qualité de Présidente

Date de dépôt de la candidature : 13/11/2019

## **1. Présentation du candidat**

Corse Active pour l'Initiative (CAPI) est un dispositif financier régional né le 27 juin 2017 de la fusion de deux associations locales, Corse Active, créée en 2003 et Initiative Corse, créée en 1998.

Le dispositif Corse Active pour l'Initiative est, par cette fusion, affilié à deux réseaux nationaux:

- Au réseau national France Active, pionnier et principal financeur de l'Economie Sociale et Solidaire, soutenant depuis près de 30 ans les initiatives économiques créatrices d'emploi, sur le champ de l'Entrepreneuriat Solidaire comme sur celui de la Très Petite Entreprise.
- Au réseau national Initiative France, fondé en 1985, premier réseau français de financement et d'accompagnement des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprises

L'équipe : 14 personnes, déployant leurs missions à partir de deux implantations principales, Bastia et Ajaccio et de permanences réalisées dans l'ensemble des microrégions dans les locaux des partenaires.

L'équipe technique est soutenue dans la mise en œuvre de ses différentes actions par une équipe de bénévoles composée d'une trentaine de personnes (chefs d'entreprises, banquiers, experts comptables, fonctionnaires d'Etat et de Collectivités Locales à la retraite, responsables de structures de l'ESS...)

Les Financeurs : Union Européenne (FSE, FEDER, FEADER), Etat (DIRECCTE), Collectivité de Corse (ADEC, ODARC), Banque des Territoires, Banque Publique d'Investissement,

Communautés d'Agglomération de Bastia et d'Ajaccio, France Active, Chambres de Commerce et d'Industrie de Haute-Corse et de Corse du Sud, Chambres de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Corse et de Corse du Sud, Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, Crédit Mutuel et Banque Populaire Méditerranée.

Partenaires techniques : Ensemble du réseau bancaire (CRCA, BPM, CEPAC, SG, CM, LCL, BNP...), autres dispositifs financiers (BPI, CADEC, FEMU QUI, ADIE, MOVE...), Agences et Offices de la Collectivité de Corse (ADEC, ODARC, OEC...), Chambres Consulaires (CCI 2A, CCI 2B, CMA 2A, CMA 2B, C Agri 2A, C Agri 2B), Ordre des Experts Comptables, Boutique de Gestion, Coopérative d'Activité et d'Emploi, Couveuse d'Entreprise, Incubateur d'entreprises innovantes Inizia, autres Incubateurs, Université (IAE, DU Entrepreneuriat, Pôle Pépite...), CRESS Corsica, Pôle Emploi, Services de l'Etat et des Collectivités locales, consultants spécialisés et autres acteurs de l'accompagnement.

Vision de la société et ambition pour le territoire : chaque entrepreneur peut contribuer aux réponses sociales ou environnementales, réduire les inégalités en créant de l'activité et des emplois et devenir un véritable acteur de son territoire. CAPI accompagne et finance ces « entrepreneurs engagés » afin de leur permettre de devenir des acteurs essentiels de la Corse de demain.

Son objectif est clairement de favoriser la création d'entreprises et d'emplois en Corse et de participer au développement économique et social de l'île.

## **2. Respect du cahier des charges de l'AMI**

### **Rappel du contexte**

Au-delà du financement public des programmes d'investissement relatifs aux projets d'installation portés par les jeunes agriculteurs insulaires, il est indispensable, comme cela se confirme au sein des autres secteurs économiques, que le financement privé puisse intervenir également au plan de financement de ces projets.

En effet, l'intervention de partenaires privés génère plusieurs effets bénéfiques à la fois dans une optique de rentabilité et de pérennité des jeunes exploitations, mais également dans une démarche d'intégration des problématiques agricoles au sein des stratégies portées par le système bancaire en matière de distribution de crédit.

Depuis 2012, l'ODARC a expérimenté la mise en œuvre de dispositifs financiers répondant à ces enjeux. Il s'agit aujourd'hui de renouveler à travers cet AMI, l'attribution de ce service d'intérêt général à des prestataires candidats pour une période de 5 ans.

L'ODARC propose le renouvellement d'un fonds d'intervention destiné à octroyer des prêts d'honneur en complément des financements attribués par les banques aux jeunes agriculteurs. Ce fonds s'intitule : Prêt d'honneur aux jeunes agriculteurs

### **La description du Prêt d'honneur aux jeunes agriculteurs**

L'objectif consiste est de consentir un prêt à 0% dont le montant est plafonné à concurrence maximum du montant du prêt bancaire consenti au jeune exploitant.

**Bénéficiaires ultimes éligibles** : Jeune Agriculteur dont l'opération est conforme au présent cahier des charges.

**Montant maximum du prêt d'honneur** : 30 000€ par bénéficiaire

**Durée maximale du prêt d'honneur** : Durée maximum de 7 ans dont 2 ans de différé

**Taux d'intérêt à la charge de l'exploitant** : 0%

**Exclusions** : Les exploitants agricoles non titulaire du statut JA

**Effet multiplicateur** : Le coefficient multiplicateur attendu est de 2 : 1 euro mobilisé au titre du dispositif du prêt d'honneur doit mobiliser 1 euro minimum de financement bancaire à long et moyen terme.

### **3. Critères de sélection prévus à l'AMI**

Le total des points maximum à attribuer est fixé à 100.

#### **3.1 Critères « Pratique professionnelle »**

- **Compétences avérées de l'équipe de gestion en matière de gestion d'instruments financiers**

Corse Active Pour l'Initiative assure la gestion :

- Du fonds de prêt d'honneur Initiative France depuis 1998
- Du fonds de prêt d'honneur agricole depuis 2012

Afin de sécuriser l'ensemble des opérations liées à la gestion des différents outils financiers Corse Active Pour l'initiative a mis en place un dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne qui implique :

- ✓ La séparation des tâches : celui qui instruit n'est pas celui qui décide et est différent de celui qui met en place.
- ✓ L'existence de pistes d'audit sur toute la chaîne de traitement de l'instruction au contentieux via l'outil de gestion et de la comptabilité.
- ✓ Le contrôle permanent réalisé en interne par le Responsable Administratif et Financier du Pôle concerné.
- ✓ Les contrôles réalisés par la tête de réseau Initiative France.
- ✓ Les contrôles réalisés par le Cabinet d'Expertise comptable.
- ✓ Les contrôles réalisés par le Commissaire aux Comptes de CAPI.
- ✓ Un corpus de processus et de méthodologies sur l'expertise des dossiers, la décision, la mise en place et le suivi.
- ✓ Un dispositif d'évaluation du risque de crédit : notation.
- ✓ Un système d'information fiable et centralisé.
- ✓ Un dispositif de Lutte anti-blanchiment (LAB) et financement du terrorisme.

- **Dimensionnement adapté de l'équipe dédiée au Fonds par rapport aux cibles visées :**

L'équipe de Corse Active Pour l'Initiative se décompose en 2 pôles :

- Le Pôle Très Petites Entreprises (TPE) et Installations Agricoles (IA)
- Le Pôle Economie Sociale et Solidaire (ESS)

En termes d'effectif, les différentes actions de CAPI sur le territoire mobilisent 14 salariés (13.6 ETP). Parmi ces salariés, 6, représentant 1.6 ETP, sont affectés aux dispositifs à destination des Jeunes Agriculteurs :

Services	Détails
Direction générale	Pilotage, orientation activité et risques
Responsable Administrative et Financière	Gestion des impayés, suivi des remboursements, gestion des contentieux, gestion des conventions, suivi des soldes comptables et des dotations, réalisation de comptabilité analytique
Responsable Production et Développement	Coordination, animation et développement des dispositifs, relations partenariales, reporting d'activité
Front Office	Accueil, expertise des dossiers, intermédiation bancaire, constitution des dossiers permanents, organisation des comités d'engagement et saisie dans le système d'information, intermédiation bancaire, suivi post financement.
Back Office	Mise en place des prêts d'honneur

- **Capacité de contrôle notamment procédure de lutte anti-blanchiment d'argent**

Corse Active Pour l'Initiative assure la gestion :

- Du fonds de prêt d'honneur Initiative France depuis 1998
- Du fonds de prêt d'honneur agricole depuis 2012

Afin de sécuriser l'ensemble des opérations liées à la gestion des différents outils financiers Corse Active Pour l'initiative a mis en place un dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne qui implique :

- o La séparation des tâches : celui qui instruit n'est pas celui qui décide et est différent de celui qui met en place.

- L'existence de pistes d'audit sur toute la chaîne de traitement de l'instruction au contentieux via l'outil de gestion et de la comptabilité.
- Le contrôle permanent réalisé en interne par le Responsable Administratif et Financier du Pôle concerné.
- Les contrôles réalisés par la tête de réseau Initiative France.
- Les contrôles réalisés par le Cabinet d'Expertise comptable.
- Les contrôles réalisés par le Commissaire aux Comptes de CAPI.
- Un corpus de processus et de méthodologies sur l'expertise des dossiers, la décision, la mise en place et le suivi.
- Un dispositif d'évaluation du risque de crédit : notation.
- Un système d'information fiable et centralisé.
- Un dispositif de Lutte anti-blanchiment (LAB) et financement du terrorisme.

**- Capacité à gérer un contentieux**

Le comité d'engagement :

Chaque dossier est présenté devant un comité d'engagement, dont la fréquence est flexible et fonction de la demande.

Ce dernier est une instance décisionnelle créée par le Conseil d'Administration de Corse Active Pour l'Initiative à laquelle est déléguée tout pouvoir pour statuer sur les demandes d'intervention financières qui lui parviennent.

Il se compose d'experts : mandataire FAG, experts comptables, banquiers, exploitants agricoles...Ce qui permet une analyse plurielle des différents aspects du projet (humain, économique, financier...). A noter que la présence du donneur d'ordre (ODARC) comme invité permanent sans droit de vote assurera le respect des critères d'éligibilité.

Il est le plus souvent physique, via une réunion pouvant se dérouler sur la demi-journée ou la journée selon le volume de dossiers ; mais il peut être virtuel (décision par mail), dans un souci de réactivité et essentiellement dans le cadre de repassage (dossier déjà présenté physiquement faisant l'objet d'une modification n'impactant pas significativement le projet initial)

Il a pour principales tâches l'examen des dossiers qui lui sont soumis ainsi que l'accueil et l'écoute des futurs entrepreneurs venant présenter leur projet.

Ce comité d'engagement dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant à l'attribution de(s) l'aide(s) financière(s) sollicitée(s), au regard de la capacité d'engagement présentée en amont de chaque comité.

Il a ainsi compétence pour adopter les décisions d'engagement, dans la limite de la capacité d'engagement prévisionnelle du ou des fonds, et en s'appuyant sur plusieurs critères :

- L'analyse des ressources humaines : qualification(s), expérience(s), compétences personnelles et professionnelles, appropriation du projet, réactivité, soutien de l'entourage...

- L'analyse économique : concurrence, politique tarifaire, circuit de distribution...
- L'analyse financière : crédibilité des prévisionnel établis, pertinence des investissements, capacité de remboursement...

Les décisions sont prises à la majorité simple, soit 50% + 1, la voix du Président de comité étant prépondérante.

Les trois types de décisions du comité sont l'accord, le refus et l'ajournement. Un dossier ayant fait l'objet d'un refus ne peut plus être représenté en comité. Un projet ayant fait l'objet d'un ajournement doit impérativement présenter des compléments d'informations et/ou les éléments demandés pour être présentés de nouveau en comité. Un dossier peut faire l'objet d'un accord ferme et définitif ou bien d'un accord sous réserves, auquel cas ces dernières devront être levées avec la mise en place des financements.

**- Capacité à effectuer un reporting**

Corse Active Pour l'Initiative dispose depuis 2014 d'un système de gestion informatisé permettant l'accompagnement de l'entrepreneur, de l'accueil au suivi.

Cette application, appelée MUFFIN a été conçue par le réseau France Active et a pour objectifs de :

- Disposer des informations utiles et nécessaires sur les porteurs de projet et leurs projets et sur toutes les activités gérées par CAPI
- Mettre en place les outils d'évaluation des actions.
- Maîtriser les agendas individuels et collectifs, liés aux porteurs de projets et à leurs outils ou aux activités transversales

L'application en ligne MUFFIN est ainsi un outil unique (utilisé par 30 Associations Territoriales affiliées au réseau France Active) en évolution constante selon les besoins collectifs et particuliers des utilisateurs et couvrant l'ensemble des métiers de Corse Active Pour l'Initiative. Elle permet :

- Le pilotage des activités : Identifier les participants (sexe, statut sur le marché de l'emploi, âge, adresse...) et saisir les données relatives à l'entreprise (siège social, statut juridique, répartition du Capital...) via la création de fiches entreprise et/ou entrepreneur, avec la possibilité de les lier entre elles dans le cadre d'un ou plusieurs projets en y affectant les différents outils mobilisés (Prêt d'honneur, Garantie, Subventions, Prêt bancaire...)
- La gestion de l'activité et de la performance : suivi du taux de réalisation des objectifs par outil et par chargé de mission (indicateurs de performance globaux et individuels).
- La gestion des temps passés : gérer les temps « outils » et les temps transversaux de l'équipe à partir des dossiers ou depuis un agenda partagé à disposition.
- La génération de reporting type (rapport de financement) et personnalisés selon les besoins des financeurs (indicateurs bénéficiaires, moyens mobilisés...),
- L'extraction de statistiques personnalisées au moyen d'un requêteur (axes croisés dynamiques), de filtres personnalisables, d'un gestionnaire d'historique projet, de

recherche avancée, de chiffres personnalisables dans l'interface, de tableaux de bords activité et efficacité...

**- Equipe dédiée au fonds entièrement localisée en région Corse :**

Présence effective de l'ensemble de l'équipe chargée de l'analyse des dossiers, des notifications et du suivi des garanties sur l'ensemble du territoire Corse.

Les actions menées par CAPI à destination des Jeunes Agriculteurs en phase d'installation s'étendent sur l'ensemble de la Région Corse. Pour ce faire, Corse Active Pour l'Initiative dispose d'une antenne en Haute Corse (Bastia – Maison du Parc Technologique) et en Corse du Sud (Ajaccio – Cours Grandval).

CAPI effectue par ailleurs des permanences dans les différentes microrégions dans les locaux de ses partenaires (Balagne, Ghisonaccia, Vescovato...).

**- Expérience dans la gestion des relations avec les banques locales**

CAPI travaille en étroite collaboration avec les partenaires bancaires (Crédit Agricole de la Corse, Crédit Mutuel, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Populaire Méditerranée, BNP Paribas...) dans le cadre de la formalisation du PDE (Plan de Développement de l'Exploitation). En amont de chaque CTOA et avant validation définitive du PDE par l'ODARC, CAPI organise un tour de table « virtuel » visant à définir les modalités d'intervention de chacun (apport – subvention – prêt(s) d'honneur – prêt(s) bancaire(s) avec/sans garantie). L'objectif étant que toutes les parties prenantes au financement de l'installation travaillent sur un plan de financement commun.

**3.2 Critères « Connaissance du secteur agricole et rural »**

**- Connaissance du territoire de la région Corse**

Corse Active Pour l'Initiative intervient sur l'ensemble du territoire régional auprès :

- Des créateurs/repreneurs d'entreprise et des Entreprises solidaires depuis 2003
- Des Jeunes agriculteurs en phase d'installation depuis 2012.

Ses actions, son savoir-faire, ses outils et ses réalisations ont assis sa notoriété positive aussi bien auprès des publics concernés que des partenaires techniques et financiers. Corse Active pour l'Initiative est devenue un acteur majeur de l'accompagnement et du financement de l'entrepreneuriat en Corse.

Ses résultats sont le fruit :

- ✓ De la diversité de ses partenaires techniques et bancaires, prescripteurs de projets
- ✓ De son panel important d'outils à destination des entrepreneurs

- ✓ Du nombre important de contacts directs, fruit du « bouche à oreille » et d'une communication de proximité régulière via des permanences et animations effectuées dans les différentes microrégions.
- **Connaissance des réseaux régionaux liés à l'accompagnement du secteur agricole et rural en Corse**

En amont de l'accueil du porteur, l'ODARC transmet le PDE provisoire à CAPI et à la banque partenaire pour validation du plan de financement. L'ensemble des parties prenantes au financement du projet travaille alors sur un document commun.

- Avec les partenaires bancaires (Crédit Agricole de la Corse, Crédit Mutuel, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Populaire Méditerranée, BNP Paribas...), dans le cadre de la formalisation du PDE (Plan de Développement de l'Exploitation) et ce, jusqu'au solde de l'encours garantie.
- Avec les Chambres Consulaires (Chambre d'Agriculture de la Haute Corse, Chambre d'Agriculture de la Corse du Sud, Chambre Régionale d'Agriculture)
- Avec les Points Info Installation (2A – 2B)
- Avec les lycées agricoles
- Avec les Groupements de filière (SIDOC, Oliu di Corsica, AOP Mele di Corsica, GRPFC, Interbio, ILOCC, GRPTCMC, FRGDS, Casgiu Casanu, l'OMC, CIVC...)
- Avec les Syndicats de Jeunes Agriculteurs (2A – 2B)
- Etc...

### **3.3 Critères « Frais de gestion »**

- **Coût de la prestation**

Le candidat propose les conditions financières suivantes :

- Coût du prêt d'honneur : Néant



#### 4. Propositions financières et avis du service instructeur

Synthèse notation « critères de sélection »

THEMATIQUES	CRITERES	ANALYSE ODARC	POINTS MAX	POINTS OBTENUS
Pratique professionnelle	compétences avérées de l'équipe de gestion en matière de gestion d'instruments financiers	Confirmé (gestion du fonds PH JA depuis 2012)	20 points	20 points
	compétences de l'équipe de gestion en matière de garantie	Confirmé (formation et expérience reconnue)		
	dimensionnement adapté de l'équipe dédiée au Fonds par rapport aux cibles visées	Confirmé (1,6 ETP)		
	indépendance et qualité professionnelle de l'équipe	Confirmé (circuit de décision opérationnel)		
	tenue de documentation juridique, comptable et administrative	Confirmé (documentation fournie au dossier)		
	capacité de gestion des conflits d'intérêt	Confirmé ( Pas de conflits d'intérêt possible)		
	capacité de contrôle notamment procédure de lutte anti-blanchiment d'argent	Confirmé (Existence d'un comité d'engagement)		
	capacité à gérer des contentieux	Confirmé (fonctions prévues et assumées au sein de l'organisation)		

	capacité à effectuer un reporting	Confirmé ( outils de gestion des données existants et adapté)		
	Equipe dédiée au fonds entièrement localisée en région Corse	Confirmé ( La structure a une activité exclusivement localisée en Corse)	40 points	40 points
	Expérience dans la gestion des relations avec les banques locales	Confirmé ( voir liste des partenaires bancaires précisées dans le rapport)		
Connaissance du secteur agricole et rural	connaissance du territoire de la région Corse	Confirmé ( Structure déjà fortement impliquée dans le développement local)	20 points	20 points
	connaissance par l'équipe du PDRC et de ces mécanismes d'intervention	Confirmé (CAPI gère le dispositif dans le cadre d'une convention avec l'ODARC depuis 2012)		
	Connaissance des réseaux régionaux liés à l'accompagnement du secteur agricole et rural en Corse	Confirmé		
Frais de gestion	Coût de la prestation	Confirmé ( les frais de gestion proposés seront précisés dans la convention ODARC/CAPI)	20 points	20 points
TOTAL			100 points max	100 points

**PROPOSITIONS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le service instructeur propose

- D'abonder le fonds de prêt d'honneur JA à hauteur de 400 000 euros.
- D'attribuer la gestion de ce fonds à CAPI dans le cadre d'une convention d'une durée de 5 ans fixant les modalités précises de mise en œuvre.

Le service instructeur émet un avis favorable à la candidature de l'association CAPI.